

MARCHE PUBLIC DE SERVICES



10, Avenue Charles Péguy
77000 MELUN

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**PRESTATIONS DE CONTRÔLE ET DE MAINTENANCE DES DISPOSITIFS ANTI-INCENDIE
DU PATRIMOINE D'HABITAT 77 - 3 LOTS**

*Procédure d'appel d'offres ouvert organisée conformément aux dispositions des articles L2124-1, L2124-2,
R. 2161-2 à 5 du Code de la commande publique.*

Procédure n°2025-18 :

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Le lundi 5 mai 2025 à 12h00

**ATTENTION, LES CANDIDATS SONT INFORMES QU'ILS NE PEUVENT
SOUMISSIIONNER
QU'A DEUX LOTS MAXIMUM SUR LES 3 SOUS PEINE DE REJET DES 3 OFFRES**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. Objet du marché et tranches	4
1.2. Procédure de passation du marché	4
1.3. Allotissement.....	4
1.4. Lieux d'exécution des prestations.....	Erreur ! Signet non défini.
1.5. Variantes	4
1.6. Forme du contrat.....	Erreur ! Signet non défini.
1.9. Conditions particulières d'exécution	4
1.10. Sous-traitance.....	4
1.11. Déclaration sans suite	5
1.12. Indemnisation et prime	5
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
2.1. Retrait du dossier de consultation	5
2.2. Contenu du dossier de consultation.....	5
2.3. Modification du dossier de consultation	6
ARTICLE 3. PRESENTATION DES CANDIDATURES	6
3.1. Forme de candidature accepté	6
3.2. Documents à remettre	7
ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES.....	9
4.1. Documents à remettre	9
4.2. Délai de validité des offres.....	10
4.4.1. CRITERE « VALEUR TECHNIQUE » NOTE SUR 55 POINTS.....	10
4.3.2. CRITERE « PRIX » NOTE SUR 45 POINTS.....	11
4.4.1. CRITERE « VALEUR TECHNIQUE » NOTE SUR 55 POINTS.....	Erreur ! Signet non défini.
4.3.2. CRITERE « PRIX » NOTE SUR 45 POINTS.....	Erreur ! Signet non défini.
4.4. Demandes de précisions.....	12
ARTICLE 5. DEMATERIALISATION.....	12
5.1. Transmission des candidatures et des offres.....	12
5.2. Copie de sauvegarde	13

5.3. Communications électroniques	14
5.4. Renseignements complémentaires – Questions des candidats	15
ARTICLE 6. ATTRIBUTION DU MARCHE	15
ARTICLE 7. INSERTION SOCIALE	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 8. NEGOCIATION	15
ARTICLE 9. VISITE DE SITE.....	16
ARTICLE 10. COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	16
ARTICLE 11. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	16

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché et tranches

La présente consultation porte sur les prestations de contrôle et de maintenance des dispositifs anti-incendie du patrimoine d'Habitat 77.

Le contenu des prestations par lot figure au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et dans le bordereau des prix unitaires respectif de chaque lot.

Les soumissionnaires à la présente consultation se doivent de faire état à HABITAT 77 de tout élément qui leur semblerait imprécis dans le contenu des prestations attendues et/ou éventuellement inexact au regard de la réglementation en vigueur, selon les modalités prévues du présent document.

1.2. Procédure de passation du marché

Le présent marché est conclu selon une procédure d'appel d'offres ouvert organisée conformément aux dispositions des articles L2124-1, L2124-2, R. 2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

1.3. Allotissement

En application de l'article L. 2123-10 du Code de la commande publique, les prestations sont dévolues en trois lots, traités chacun en marché séparé, comme indiqués ci-après :

Lot 1 à 3 : Prestations de contrôle et de maintenance des dispositifs anti-incendie

- Lot N°1 – Territoire de Gondoire Pays de France et territoire Paris Vallée-de-la-Marne ;
- Lot N°2 – Territoire de Sénart et territoire Pays-de-la-Brie ;
- Lot N°3 – Territoire de Melun Val-de-Seine et territoire Gâtinais Seine et Loing.

Les candidats sont autorisés à présenter une offre pour un ou plusieurs lots de la présente consultation.

ATTENTION, les candidats sont informés qu'ils ne peuvent soumissionner qu'à deux lots maximums sur les 3 sous peine de rejet des 3 offres.

1.4. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.5. Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article R.2113-8 du Code de la commande publique.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article R.2113-7 du Code de la commande publique.

1.6. Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines des prestations de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, avant tout commencement d'exécution des prestations

faisant l'objet de la demande de sous-traitance, l'acceptation du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. **Pour ce faire, il transmettra le formulaire DC4 joint au dossier de cons et les documents mentionnés à l'annexe 3 à l'acte d'engagement.**

Il ne peut en aucun cas sous-traiter la totalité de son marché.

En cas de sous-traitance occulte, c'est-à-dire de prestations sous-traitées mais non déclarées par le titulaire, HABITAT 77 est dispensé de l'obligation de mettre en demeure le prestataire principal ou le sous-traitant de s'acquitter de leurs obligations.

Toute sous-traitance occulte engage la seule responsabilité du prestataire principal et entraînera des pénalités et/ou la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités. Ces sanctions pourront être assorties de poursuites judiciaires.

1.7. Déclaration sans suite

L'acheteur se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation pour cause d'infructuosité ou pour tout motif d'intérêt général.

En tout état de cause, les candidats seront informés par écrit du résultat de la consultation.

Dans cette éventualité, aucune indemnisation ne pourra être allouée aux candidats.

1.8. Indemnisation et prime

Compte tenu de la procédure envisagée et dans la mesure où aucune remise de prestation n'est attendue en phase de consultation, il n'est prévu aucune indemnisation des candidats.

En outre, à l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Retrait du dossier de consultation

Le dossier est téléchargé sur le site Internet : <https://marches.maximilien.fr>

Le prestataire de dématérialisation d'HABITAT 77 met à disposition des entreprises une assistance utilisateurs.

Le téléchargement est gratuit.

L'identification est facultative pour accéder aux documents de la consultation. Cependant, l'attention des candidats est attirée sur le fait que **l'identification leur permet d'être tenu informé automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE**. Dans le cas contraire, il leur appartiendra de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

2.2. Contenu du dossier de consultation

Ce dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

Règlement de la consultation
Page 5 sur 18

- **Le présent Règlement de consultation (RC) ;**
- **L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes :**
 - o Annexe 1 : Décomposition du prix global et forfaitaire relative à chaque lot ;
 - o Annexe 2 : Bordereau des Prix Unitaires relatif à chaque lot (B.P.U) ;
 - o Annexe 3 : Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ;
 - o Annexe 4 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations
- **Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots ;**
- **Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe (carte du patrimoine immobilier d'Habitat 77) ;**
- **Un Cadre de mémoire technique valant mémoire technique respectif à chaque lot ;**
- **Le Document unique de candidature respectif à chaque lot ;**
- **Le formulaire DC4 relatif à la sous-traitance ;**
- **Le document « Patrimoine ».**

2.3. Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard **6 jours calendaires** avant la date limite de réception des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

S'il y a lieu, au plus tard **6 jours calendaires** avant la date fixée pour la remise des offres, les candidats sont invités à signaler les erreurs éventuelles figurant dans le dossier de consultation.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3. PRESENTATION DES CANDIDATURES

3.1. Forme de candidature accepté

Les candidats peuvent se présenter seul ou en groupement.

La forme du groupement est libre. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire se doit d'être solidaire. En cas de groupement solidaire, les membres se devront d'être solidaire financièrement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

Chaque membre du groupement devra fournir un dossier de candidature complet tel que requis à l'article 3.2 du présent Règlement de Consultation. Ainsi, les candidats doivent présenter un dossier individuel de candidature en cas de groupement.

3.2. Documents à remettre

Afin de simplifier les démarches, l'acheteur a mis en place un document unique de candidature permettant de juger les candidatures. Ainsi, les candidats doivent compléter et transmettre ce document

Il remplace le DC1 et le DC2. Il est, ainsi, inutile de transmettre ces derniers.

Le candidat devra transmettre UNIQUEMENT les pièces justificatives demandées par l'Acheteur dans le présent document et dans le document unique de candidature. La transmission de ces documents doit s'effectuer conformément à l'article 5.1 du présent RC. Les documents purement commerciaux et promotionnels sont inutiles.

L'analyse des candidatures se fera au regard des éléments mentionnés au document unique de candidature, à savoir :

- **Liste des justificatifs administratifs :**
 - **Déclaration sur l'honneur : (Cocher la case dans le document unique de candidature)**
Le candidat justifie qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L.2141-11 du CCP et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
 - **Pouvoir : (pièce à fournir)**
Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants).
 - **Situation de redressement judiciaire : (Cocher la case dans le document unique de candidature)**
Lorsque le candidat est en redressement judiciaire il en informe immédiatement HABITAT 77. Lors de l'attribution, le candidat devra produire une copie du ou des jugements prononcés. **(Pièce à fournir, le cas échéant)**
- **Capacité économique et financière :**
 - **Déclaration du chiffre d'affaires : (A renseigner dans le document unique de candidature)**
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles.
 - **Une attestation d'assurance des risques professionnels** en cours de validité, relative à l'objet du marché. **(Pièce à fournir)**
- **Capacités techniques :**
 - **Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat** au cours des trois dernières années. **(A renseigner dans le document unique de candidature)**
- **Capacités professionnelles :**
 - **Une liste de prestations exécutées au cours des trois dernières années de même nature que l'objet du marché** avec indication : **(Pièce à fournir)**
 - Des dates de réalisation,
 - Des montants,
 - Des coordonnées des personnes publiques ou privées pour lesquelles elles ont été réalisées,
 - Et le mode de dévolution (en co-traitance, sous-traitance ou seul).

- La détention des qualifications ou équivalents suivants est obligatoire, sous peine de rejet de la candidature (Pièces à fournir) :
 - La certification APSAD (NF Service) de service maintenance des systèmes de sécurité incendie (SSI) ou équivalent ;
 - Certificat APSAD d'installation et de maintenance des extincteurs (NF 285/286) ou équivalent. Cette qualification peut également être compensée par des références relatives à l'objet de la consultation et dont l'effectivité aura été attestée par un tiers indépendant ;
 - Certificat APSAD pour le désenfumage mécanique et naturel ou équivalent. Cette qualification peut également être compensée par des références relatives à l'objet de la consultation et dont l'effectivité aura été attestée par un tiers indépendant.
 - Les attestations de compétence des intervenants en cours de validité relative aux opérations en milieu amianté sous-section 4.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitance notamment) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit :

- Les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur pour sa propre candidature.
- Un engagement écrit de l'opérateur économique de mettre à disposition ses capacités pour l'exécution des prestations objet du marché.

Etant précisé que :

- Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'HABITAT 77 peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit,
- Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Ils s'engagent toutefois à fournir les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.
Il est, dans ce cadre, demandé aux candidats d'indiquer à HABITAT 77, les références précises de la consultation au cours de laquelle ces renseignements et documents ont été fournis.

Lors de l'examen des candidatures, seront notamment éliminés :

- Les candidats se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner fixés à l'article L2141-1 du Code de la commande publique.
- Les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnés par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve de la procédure prévue à l'article L2141-7 du Code de la commande publique.

- Les candidats ne satisfaisant pas aux conditions de participation fixées au présent règlement de consultation (ou qui n'auront pas produit dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur).
- Les candidats dont l'expérience ou les capacités professionnelles, techniques ou financières apparaîtraient insuffisantes ou sans rapport avec le besoin exprimé,
- Les candidats en redressement judiciaire en cours de période d'observation ou dont le plan de continuation est inférieur à la durée d'exécution du marché.
- **Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des pièces administratives demandées (sous réserve de régularisation)**

Par ailleurs, il est possible aux candidats de répondre au moyen du **formulaire « Document unique de marché européen » dit « DUME »**.

Le DUME remplace les documents de candidature de type DC1 et DC2 et peut être réutilisé pour candidater à d'autres procédures. Ce dispositif vous est proposé via MAXIMILIEN et permet la simplification de votre candidature :

- En saisissant votre numéro de SIRET, vous n'avez plus à remplir les formulaires DC1 et DC2 ;
- Les informations relatives à l'identité de votre entreprise seront en effet directement préremplies sur un formulaire en ligne vers lequel vous serez dirigé à partir de MAXIMILIEN ou via le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ;
- Vous devrez uniquement compléter vos documents de candidature de quelques informations et d'attester sur l'honneur de votre déclaration
- **Toutefois, vous devez impérativement joindre les pièces énumérées à l'article 3.2 du présent RC qui ne sont pas renseignées dans le formulaire « DUME ».**

Attention :

- Le formulaire DUME doit être renseigné
- Maximilien l'intégrera automatiquement à la réponse. Néanmoins, vous devez vous en assurer.
- Tous les documents concernant l'offre doivent être fournis (voir pour ce faire article 4 du présent RC).

ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES

4.1. Documents à remettre

L'offre du candidat doit impérativement comporter les pièces suivantes pour chaque lot auquel il postule :

- **L'acte d'engagement et ses annexes dûment** complétés et signé* ;
- **La décomposition du prix global et forfaitaire dûment complétée en format excel ;**
- **Le bordereau des prix unitaires dûment complété en format excel ;**
- **Le cadre de réponse valant mémoire technique** dont le format est transmis par le pouvoir adjudicateur et dûment complété par le candidat. Ce document est contractuel.

HABITAT 77 permet désormais la signature électronique des documents.

*Pour mémoire, dès lors que le marché est signé par voie électronique, la réglementation impose qu'il soit signé par le biais d'un certificat de type RGS**/eIDAS. Les candidats devront donc s'assurer rapidement de la détention de ce type de certificat s'ils souhaitent signer par ce moyen, les délais d'obtention pouvant être plus ou moins long.

Il est rappelé aux candidats que les pièces du marché ne peuvent être substituées par un document-type émanant du candidat, seules sont attendues dans l'offre les pièces visées ci-dessus sous peine de rejet de l'offre.

Les offres des soumissionnaires seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO (€). Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.2. Délai de validité des offres :

L'offre du candidat est valable pendant **un délai de six mois** à compter de la date de remise des offres fixées dans le présent Règlement de la consultation (page de garde).

En cas d'avis rectificatif, la date limite fixée pour le dépôt de l'offre constitue le nouveau point de départ du délai susvisé.

4.3. Critères de jugement des offres (commun à tous les lots) :

Le jugement des offres recevables sera effectué à partir des critères et des notes énoncés ci-dessous. La somme des notes des trois critères visés ci-dessous (VALEUR TECHNIQUE, PRIX, RSE) permettra l'établissement d'un classement des offres conduisant à faire ressortir l'offre économiquement la plus avantageuse.

Au vu du rapport d'analyse et en considérant les critères de jugement des offres, l'acheteur procède à la notation et au classement de ces dernières. Le candidat ayant remis l'offre la mieux classée (c'est-à-dire à laquelle est associée le plus grand nombre de points) est déclaré attributaire.

4.3.1. CRITERE « VALEUR TECHNIQUE » NOTE SUR 50 POINTS

L'analyse de ce critère sera effectuée au regard des thèmes développés par le candidat dans le cadre de réponse, joint au dossier de consultation, selon les sous-critères indiqués ci-après :

N° du sous-critères	CRITERE VALEUR TECHNIQUE Noté sur 55 points	Valeur du Sous-critère en points
1	Méthodologie d'intervention (communication avec l'agence d'Habitat 77, affichage, locataires, attestations de passage...)	20
2	Moyens techniques et humains affectés à l'exécution des prestations	15
3	Cohérence et qualité du planning d'exécution (prestations systématiques)	10

N° du sous-critères	CRITERE VALEUR TECHNIQUE Noté sur 55 points	Valeur du Sous-critère en points
4	Modalité prévue pour la gestion des travaux en milieu amianté et la gestion des déchets	5

L'acheteur met à disposition des candidats un cadre de réponse valant mémoire technique. Cette trame permettra à l'acheteur de juger les candidats sur les éléments relatifs au critère « Valeur technique de l'offre du candidat ».

Les candidats devront répondre à ce critère sur maximum 25 pages (hors annexes). En cas d'absence de ce document, l'offre ne sera pas classée.

Il est, par ailleurs, possible de compléter ladite trame par des documents annexes à la condition impérative que ces documents soient clairement identifiés par la mention expresse et non équivoque de leurs intitulés : « **Annexe_n°... _Cadre_reponse** ». **Le candidat doit, en outre, clairement mentionner ces annexes dans le cadre de réponse.**

Des exemples de livrables pourront être joints comme annexe au cadre de réponse.

Conformément aux dispositions du CCAP, l'attention des candidats est attirée sur le fait que le document « cadre de réponse valant mémoire technique » est contractuel.

4.3.2. CRITERE « PRIX » NOTE SUR 45 POINTS

Le critère sera analysé sur la base des deux sous-critères détaillés comme suit :

1 – Pour les prestations systématiques :

Ce sous-critère prix sera analysé en prenant en compte le montant total en € ht de la décomposition du prix global et forfaitaire du lot concerné

La note de 25 sera attribuée au candidat ayant remis l'offre conforme la moins-disante. Les autres candidats obtiendront une note proportionnelle calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note du candidat} = \frac{25 \times \text{Montant total de l'offre du moins disant conforme}}{\text{Montant de l'offre du candidat analysé}}$$

2 – Pour les prestations non récurrentes :

Ce sous-critère prix sera analysé sur la base d'un DQE non-communicé. Il sert à l'analyse comparative des prix unitaires du Bordereau du lot concerné

La note de 20 sera attribuée au candidat ayant remis l'offre conforme la moins-disante. Les autres candidats obtiendront une note proportionnelle calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note du candidat} = \frac{20 \times \text{Montant total de l'offre du moins disant conforme}}{\text{Montant de l'offre du candidat analysé}}$$

La note finale du critère prix correspondra à l'addition des notes correspondant au sous-critère n°1 et à celles correspondant au sous-critère n°2.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à régulariser son offre ; en cas de refus, son offre sera éliminée car irrégulière.

Il est à noter que si une ligne du bordereau des prix unitaires n'est pas chiffrée, ni remplie, l'offre est irrégulière au sens de l'article L2152-2 du Code de la commande publique.

Il est rappelé que la mention « 0 » (zéro) ne peut être reportée dans le bordereau des prix unitaires pour exprimer la gratuité d'une prestation, il convient de mentionner à la place l'une des mentions suivantes : « inclus » ou « compris ».

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète ou méconnaissant la législation en vigueur pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

4.3.3 CRITERE « RSE » NOTE SUR 5 POINTS

L'analyse de ce critère sera effectuée au regard des thèmes développés par le candidat dans le cadre de réponse, joint au dossier de consultation, selon les sous-critères indiqués ci-après :

N° du sous-critères	CRITERE VALEUR RSE Noté sur 5 points	Valeur du Sous-critère en points
1	Gestion des déchets et recyclage	2,5
2	Éco-conception et utilisation de produits responsables	2,5

4.4. Demandes de précisions

Conformément à l'article R.2161-5 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats admis à présenter une offre de préciser la teneur de leur offre.

Ces demandes de précisions prendront la forme d'échanges écrits via la plateforme de dématérialisation.

Les candidats qui reçoivent une telle demande sont tenus de répondre dans le délai qui leur sera imparti, faute de quoi leur réponse ne sera prise en compte. Toutes les clarifications obtenues par des demandes de précisions seront considérées comme ayant valeur contractuelle.

ARTICLE 5. DEMATERIALISATION

5.1. Transmission des candidatures et des offres

La transmission des éléments de la candidature et de l'offre est obligatoirement dématérialisée et suppose de disposer d'un compte sur la plateforme MAXIMILIEN.

La réponse électronique sur le profil d'acheteur MAXIMILIEN est le seul mode accepté.

Pour garantir au mieux le bon déroulement des opérations, le soumissionnaire doit tenir compte des indications suivantes :

⇒ Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : **ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF** ;

⇒ Les fichiers **.rar** sont **proscrits** ;

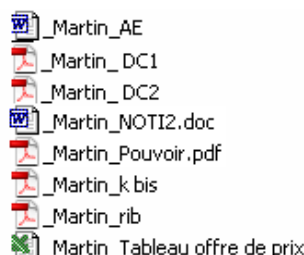
⇒ Règle de **nommage** des fichiers du pli :

- Nom de la société (entier ou raccourci),

Suivi de :

- La désignation de la pièce la plus claire et la plus simple possible.

Exemple :



A list of files for Martin_AE, each preceded by a small icon representing its format: a blue document icon for .doc files, a red document icon for .pdf files, a green document icon for .xls files, and a green document icon for .xlsx files. The files are: _Martin_AE, _Martin_DC1, _Martin_DC2, _Martin_NOTI2.doc, _Martin_Pouvoir.pdf, _Martin_k bis, _Martin_rib, and _Martin_Tableau offre de prix.



A list of files for Martin_CRDD, each preceded by a small icon representing its format: a green document icon for .xls files, a green document icon for .xlsx files, a red document icon for .pdf files, and a green document icon for .doc files. The files are: Martin_CRDD, Martin_Cadre reponses technique, Martin_Certif_approb_iso_9001, Martin_certificat d'analyse, Martin_facture_vierge, Martin_ISO_Certificate, Martin_marquage CE, and Martin_Qualite de service.

Les documents doivent être présentés dans un format et une version informatique communément admise ou a minima compatible avec les fichiers téléchargés sur le profil d'acheteur d'HABITAT 77.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des plis. Cette dernière se doit donc d'être complète.

Après la préparation des fichiers, les soumissionnaires se connectent sur le profil d'acheteur d'HABITAT 77. Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

5.2. Copie de sauvegarde

Une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le soumissionnaire qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

HABITAT 77
Service Achats
10, avenue Charles Péguy - CS 90074
77002 MELUN Cedex
Jours ouvrés de 9h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h30
(Sauf vendredis et jour de la date limite de remise des offres : 12h00)

Avec la mention :

« PROCEDURE N° 2025-18 – PRESTATIONS DE CONTRÔLE ET DE MAINTENANCE DES DISPOSITIFS ANTI-INCENDIE DU PATRIMOINE D'HABITAT 77 – COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR ».

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

5.3. Communications électroniques

Les communications entre HABITAT 77 et les entreprises sont effectuées conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique.

Elles sont effectuées à l'adresse électronique (mail) qui figure dans l'Acte d'engagement, à la rubrique « engagement du candidat ». A défaut d'adresse renseignée, elles seront envoyées à une adresse électronique (mail) utilisée par l'entreprise sur le profil d'acheteur.

Les communications électroniques sont effectuées via le profil d'acheteur.

En cas d'indisponibilité prolongée du service d'échanges dématérialisés du profil d'acheteur, la communication électronique sera effectuée à partir d'un autre moyen électronique qui permet de fonctionner avec date certaine.

Elles concernent à minima les communications jusqu'au stade de la notification du marché. Les communications après ce stade pourront être réalisées par voie électronique.

Dans l'hypothèse où le destinataire de la notification n'irait pas retirer le document qui lui a été notifié, l'émetteur vérifie la conformité de l'adresse électronique (mail) de notification utilisée. Si cette vérification conduit à déceler une anomalie, l'émetteur effectue une nouvelle notification avec la bonne adresse électronique (mail).

Si cette vérification permet de constater que l'adresse électronique (mail) utilisée pour la notification est celle définie ci-avant, l'émetteur n'effectue pas de nouvelle notification : le document est valablement notifié et le destinataire ne peut pas élever de réclamation s'il ne

retire pas son pli.

Les documents seront communiqués dans un format communément répandu (.pdf, .doc, .xls ...).

5.4. Renseignements complémentaires – Questions des candidats

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours calendaires** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur le profil acheteur <https://marches.maximilien.fr>.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours calendaires** au plus tard avant la date limite de remise des offres.

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur l'identification lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE). Si l'opérateur économique ne s'est pas identifié lors de la phase de téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE), il ne pourra pas être tenu informé en cas de modification du dossier. Par conséquent, il est INDISPENSABLE d'indiquer lors de l'identification une adresse électronique (mail) valide.

Afin d'aider les opérateurs économiques à utiliser les services de Maximilien, ces derniers peuvent contacter le service Support Clients par ticket sur chacune des pages de la plateforme ou télécharger le guide d'utilisation à l'adresse suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

ARTICLE 6. ATTRIBUTION DU MARCHE

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire, en attendant que le candidat retenu produise au Service Achats d'HABITAT 77, les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la bonne finalisation du dossier d'attribution (Ex : acte d'engagement signé manuscritement ou par voie électronique par le biais d'un certificat de type RGS**/eIDAS, etc.).

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents est de **10 jours francs** à réception de la demande. Si au terme des 10 jours, l'ensemble des pièces n'a pas été reçu, le candidat est écarté et la même procédure s'applique au candidat suivant au classement des offres.

Pour les soumissionnaires attributaires de marchés publics soumis à une assurance décennale obligatoire, ceux-ci devront joindre, dans les mêmes conditions de délai que visées ci-dessus, une attestation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L.241-1 du Code des Assurances en cours de validité relative à l'objet du marché.

ARTICLE 8. NEGOCIATION

Considérant la nature de la procédure, en l'espèce un appel d'offres ouvert, les négociations sont interdites.

ARTICLE 9. VISITE DE SITE

La visite des lieux est facultative, toutefois les candidats sont réputés avoir pris connaissance des différents sites visés dans la décomposition du prix global et forfaitaire respective à chaque lot avant l'établissement de leur offre.

Les soumissionnaires peuvent se rapprocher des points de contacts suivants pour convenir d'un rendez-vous aux coordonnées suivantes :

Territoires Paris – Vallée de la Marne et Gondoire Pays-de-France : 24 cours des deux parcs à Champs-sur-Marne ;

Territoire Pays-de-la-Brie : 29 Square Montmirail à la Ferté-sous-Jouarre ;

Territoire Sénart : 2 rue Haute à Savigny-le-Temple ;

Territoire Melun Val-de-Seine : 10 avenue Charles Péguy à Melun ;

Territoire Gâtinais – Seine-et-Loing : 4 Square Couperin à Champagne-sur-Seine.

ARTICLE 10. COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Les communications entre HABITAT 77 et les entreprises sont effectuées conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique.

Elles seront envoyées à une adresse électronique (mail) utilisée par l'entreprise sur le profil d'acheteur.

Les communications électroniques sont effectuées via le profil d'acheteur.

En cas d'indisponibilité prolongée du service d'échanges dématérialisés du profil d'acheteur, la communication électronique sera effectuée à partir d'un autre moyen électronique qui permet de fonctionner avec date certaine.

Elles concernent à minima les communications jusqu'au stade de la notification du marché. Les communications après ce stade pourront être réalisées par voie électronique.

Dans l'hypothèse où le destinataire de la notification n'irait pas retirer le document qui lui a été notifié, l'émetteur vérifie la conformité de l'adresse électronique (mail) de notification utilisée. Si cette vérification conduit à déceler une anomalie, l'émetteur effectue une nouvelle notification avec la bonne adresse électronique (mail).

Si cette vérification permet de constater que l'adresse électronique (mail) utilisée pour la notification est celle définie ci-avant, l'émetteur n'effectue pas de nouvelle notification : le document est valablement notifié et le destinataire ne peut pas élever de réclamation s'il ne retire pas son pli.

Les documents seront communiqués dans un format communément répandu (.pdf, .doc, .xls ...).

ARTICLE 11. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

HABITAT 77 s'engage à ce que la collecte et le traitement d'informations à caractère personnel soient effectués conformément au Règlement UE n°2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et à l'ensemble des dispositions de la réglementation française applicable en la matière.

Dans ce cadre, HABITAT 77 :

- A nommé un Délégué à la protection des données ;
- Assure la sécurité physique des bâtiments abritant ses systèmes informatiques, la sécurité de son système d'information ainsi que le contrôle des flux de données.

Dans le cadre du présent appel d'offres, le candidat est amené à transmettre à HABITAT 77 ses propres données à caractère personnel, le cas échéant, et/ou celles relatives à son personnel et/ou celles relatives à des tiers susceptibles d'intervenir dans le cadre du marché pour le compte du candidat et/ou pour le compte de l'un de ses propres sous-traitants, telles que nom / prénom, date et lieu de naissance, coordonnées professionnelles (téléphone, courriel, adresse) et qualifications professionnelles.

Ces données sont traitées aux fins d'exécution de la procédure d'appel d'offres par les services achats et gestionnaires d'HABITAT 77, sans préjudice de leur éventuelle transmission à des prestataires extérieurs en charge de leur analyse ou de leur reprographie.

Dans le respect des dispositions de l'article R2184-12 du Code de la commande publique, les données des candidats non retenus sont conservées pendant une durée minimale de 5 ans à compter de la date de signature du marché.

Les données du ou des candidat(s) retenu(s) sont conservées :

- Pendant une période minimale de 5 ans à compter de la fin d'exécution du marché pour les prestations non soumises à une garantie décennale ;
- Pendant une période minimale de 10 ans à compter de la fin d'exécution du marché pour les prestations soumises à une garantie décennale ;

et ce, conformément aux dispositions de l'article R2184-13 du Code de la commande publique.

Le candidat est informé que, conformément à la réglementation applicable, il peut :

- Avoir accès aux données à caractère personnel qui le concernent, le cas échéant, et en obtenir copie ;
- Demander la rectification de ces données ;
- Exiger la suppression de ces données ou la limitation de la façon dont HABITAT 77 les utilise, dans les conditions prévues par la réglementation applicable ;

En adressant une demande en ce sens par courriel à l'adresse suivante : marches-publics@habitat77.fr.

En outre, le candidat est informé de ce qu'il dispose de la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en cas de contestation.

Pour ce qui concerne les données relatives au personnel du candidat et/ou à des tiers susceptibles d'être communiquées par le candidat, celui-ci s'engage à transmettre à HABITAT 77 uniquement des fichiers sains au regard de l'utilisation qui en est prévue et de la réglementation applicable, c'est-à-dire des fichiers pour lesquels il détient toutes les autorisations aux fins de leur transmission à HABITAT 77.

Le candidat s'engage ainsi à se conformer à toutes les dispositions applicables à la collecte et

au traitement de données à caractère personnel qu'il transmet à HABITAT 77 (notamment quant à l'information des personnes concernées) et garantit HABITAT 77 contre toute difficulté et/ou réclamation et/ou dommage à cet égard. Le candidat devra justifier du respect des engagements du présent article sur simple demande d'HABITAT 77, sans que cela n'emporte aucune obligation pour ce dernier.